

**A PROPOS DU LIVRE de Philippe Herzog Président de « Confrontations Europe »
« Le bonheur du voyage » Ethique, action, projets pour relancer l'Europe. Le livre est
paru aux éditions Le manuscrit – www.manuscrit.com -**

ENTRETIEN EXCLUSIF (1)
Jacques DELORS – Philippe HERZOG du 15 mars 2006

P. Herzog : Mon livre a un but : ré impliquer les Français dans la construction de l'Europe. Ils sont en repli et leur crédit n'est pas au beau fixe. Je souhaite les toucher, réveiller leur ressort, susciter une éthique de responsabilité dans un moment très difficile de notre histoire. Nous devons tout particulièrement nous confronter au problème de l'altérité : aller à la rencontre des autres, les écouter, nous est difficile. Je désigne ce problème et j'appelle au « bonheur du voyage ».

J. Delors : L'ouvrage de Philippe Herzog paraît dans une conjoncture critique pour la construction européenne, on peut même dire que depuis les référendums hollandais et français la situation n'a fait que s'aggraver. C'est sans doute, comparée aux autres crises précédentes, la plus grave que la construction européenne ait connue. A tel point qu'on aurait besoin d'un armistice psychologique entre les pays membres, de façon à cesser, par des effets d'annonce, des éclats de voix et des affirmations péremptoires, d'aggraver le climat. C'est dans ce contexte que paraît le livre, et je suis sûr qu'il va faire beaucoup discuter et débattre.

On peut hésiter sur le diagnostic, mais disons d'abord qu'il y a une crise d'identité dans toute l'Europe. Elle tient à beaucoup de raisons, mais surtout au fait que les citoyens voient de plus en plus les effets de la mondialisation - alors que celle-ci a commencé dès le début des années 1970 -, et qu'ils recherchent les voies sinon d'une maîtrise, au moins d'une protection. Cette crise d'identité ne se résume pas à la France et aux Pays-Bas, elle se décline sous des formes différentes dans d'autres pays.

Ensuite, il y a une crise de confiance ; envers l'avenir et envers la politique. Elle est beaucoup plus marquée dans les pays qui n'ont pas réussi leur adaptation à la nouvelle donne mondiale. Cela n'est pas dû seulement à l'évolution de l'Europe, mais d'abord aux évolutions internes des pays, ce que l'on oublie toujours, et surtout les adversaires de l'Europe qui veulent accabler sa construction de tous les maux. Cette crise de confiance est nourrie par la manière dont les Dirigeants européens préparent et décident leurs politiques, avec une accumulation d'effets d'annonce non suivis de réalisations, ce qui est désastreux. Le mérite du livre, en dehors de ses aspects techniques, est de porter sur l'approfondissement de la vie politique et de la démocratie. On perçoit cette quête dans toutes les parties. Et cela se conclut par l'objectif d'une « démocratie plurinationale fondée sur la participation ». Il fait appel à l'éthique, non d'une manière gratuite, mais parce que, quoiqu'en disent certains analystes, l'individualisme s'est exacerbé et a gagné largement du terrain. De plus l'éloge du marché ne fait que renforcer cet individualisme, puisqu'il exalte les réussites individuelles en oubliant la dimension collective de la vie. Indépendamment des aspects techniques, c'est cet éclairage qui m'a frappé dans ce livre. Et cette intuition centrale rejoint l'esprit de ceux qui, depuis 1950, on essayé de construire cette Communauté – je préfère ce terme à celui d'Union – en allant au-delà même du « plus jamais la guerre entre nous ». Je pense que ce livre donnera lieu à trois sortes de débats : 1) sur la France, Philippe ayant le courage de dire aux Français qu'il faut qu'ils s'adaptent, en gardant leurs valeurs, y compris adapter leur système social ;

(1) *Cet entretien sera publié sous la forme d'un « cahier spécial » détachable dans la lettre de Confrontations Europe N° 74, avril-juin 2006.*

2) sur comment relancer la construction européenne ; 3) et sur comment faire vivre une démocratie participative. Je souhaite que les débats tournent autour de ces trois thèmes.

P. H. : Une question essentielle nous est posée : renouveler notre modèle social dans un contexte de très grandes mutations. L'adaptation et le renouvellement sont des impératifs. Chercher des boucs émissaires est un comportement à la fois irresponsable et suicidaire.

J. D. : Certains camarades de gauche, militants et électeurs, ont cru longtemps que le socialisme se substituerait radicalement au capitalisme. Ils n'y croient plus beaucoup. Mais maintenant ils ont implicitement dans la tête – c'est une sorte de psychanalyse osée que je fais –, l'idée que la nation s'opposera au capitalisme. Ce n'est pas là le problème. De même que la question n'est pas de transférer tous les pouvoirs à l'Europe, ce qui serait la négation de ce que j'ai toujours pensé. Je relis mon discours de 1989 au Collège de Bruges en réponse à Mme Thatcher : dès ce moment là, je disais qu'il fallait une Communauté pluraliste, avec un principe de subsidiarité, donc savoir qui fait quoi. Je maintiens cela, qui a été toujours ma divergence avec les fédéralistes pur sucre : nous devons non seulement unir des peuples, mais aussi associer des nations. Le débat public en France est gâché par le fait que l'on voudrait trouver, par une fuite en avant en Europe, une solution miracle à des problèmes qu'il incombe à nous-mêmes de résoudre. Ensuite on pourra, dans les 20/30 ans qui viennent, voir s'il ne faut pas transférer de nouveaux pouvoirs à l'Europe. Pour l'instant, nous en sommes là. Les exemples de certains pays membres montrent que, en dépit de la mondialisation tant décriée, en dépit de l'Europe tant critiquée, ils ont réussi à s'adapter. Pour ce qui concerne les social-démocraties, elles l'ont fait en maintenant leurs valeurs et leurs traditions. Elles ont fait appel aux valeurs dont tu fais l'éloge dans ton livre, essentiellement la participation et le respect de règles de jeu entre les acteurs : Etats, organisations professionnelles et syndicales. La France n'est pas la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, certes, mais ces exemples sont un sujet de réflexion pour la gauche. Il s'agit ni de conserver l'acquis – tel qu'il est – au nom de la lutte contre la mondialisation, ni de rêver au transfert de toutes les politiques sociales à l'Europe, ce qui serait désastreux de mon point de vue. Ce que nous devons faire nous-mêmes, l'Europe ne le fera pas pour nous. Et c'est le courage de Philippe de n'avoir pas simplement dit « voilà ce qu'il faut faire en Europe ». Sa première interpellation est pour les Français ; elle est très nette et contient des éléments de fond - sur lesquels je reviendrai plus tard - qu'on oublie trop souvent, par exemple quand il dit que la technologie se partage. Nous devons garder en tête cet argument pour trouver notre place dans la division européenne et internationale du travail. En second lieu, les entreprises ont une responsabilité sociale, qu'elles ont trop tendance à oublier en ce moment, au nom de la création de valeur et du retour sur capitaux propres de l'ordre de 15% ; on sait que ça n'est pas durable. L'interpellation ne s'adresse pas seulement aux militants de gauche, elle s'adresse aussi à tous ceux qui ont des responsabilités : ils ne doivent pas oublier que leur système a de graves défauts, et qu'en les occultant, ils créent un fossé très inquiétant entre eux-mêmes et l'ensemble des citoyens et des travailleurs. Je suis frappé par le fait que peu d'entre eux en ont conscience. Ceci nourrit la contestation des Français qui pensent que l'on doit dire non à l'Europe et changer le système. J'insiste sur la responsabilité de la part des gens qui tiennent le haut du pavé, pas simplement de la gauche. C'est le plus grave accroc à la cohésion sociale, pourtant si indispensable.

La gauche doit proposer des solutions et, en même temps, être capable d'une critique sans concession de l'esprit, des valeurs et du comportement de ceux qui dirigent.

P. H. : Le capitalisme peut se transformer. L'espace économique dans lequel nous sommes impliqués est l'espace européen. Confrontations Europe agit avec d'autres acteurs européens

pour y établir la responsabilité sociale des entreprises, la maîtrise des marchés financiers, le partage de technologies, de nouvelles politiques industrielles... Il ne s'agit pas de grands programmes d'Etat mais de coopérations, de biens publics européens, de réseaux... Il y a tout un champ qu'il s'agit d'investir. Mais on ne le peut faire en cultivant un conservatisme social au plan intérieur. Lorsque la société civile est anxieuse, et que l'on pousse à protester et à défendre des acquis en l'état, alors qu'il y a un enjeu de mobilité, de qualification, pour inventer un nouveau type de plein emploi, la gauche est fautive, au regard de ses propres valeurs.

J. D. : Il y a le contenu, la forme, et le fondement des acquis. Il faut garder le fondement, mais s'adapter en fonction des paramètres actuels. Il n'y a pas que la mondialisation, mais aussi la démographie, qui est la « mère » de l'économie. On ne peut rien contre cela. Nous avons des responsabilités à l'intérieur de chaque génération, mais aussi entre les générations. Et vouloir l'ignorer, c'est conduire les gens à l'échec et à l'amertume.

P. H. : Bien entendu l'éthique de responsabilité s'adresse particulièrement à ceux qui exercent des pouvoirs, ou y aspirent. Il y a une détestable interprétation du non des Français qui consiste à penser qu'il s'agit essentiellement d'une demande de protection, à laquelle l'Etat peut répondre avec des mesures au coup par coup, ou en faisant vaguement appel au patriotisme économique. Face aux échecs, cela ne peut séduire les Français, et par un effet boomerang, cela nourrit de nouvelles frustrations, voire des arrogances.

J.D. : Tout cela est anxiogène. Voilà des Français qui sont doublement traumatisés parce qu'on leur dit qu'ils ne sont pas bons –et on exagère dans ce sens–, et parce qu'ils se demandent quel sera leur avenir. Le langage est très important : par exemple on peut estimer que la France doit garder des sièges sociaux et la maîtrise de certaines des grandes entreprises européennes, comme ses partenaires en Europe. Mais quand on voit les conséquences actuelles des annonces liées au patriotisme économique, on saisit que si les mêmes décisions avaient été prises sur un mode concret -et non en voulant donner des leçons à tout le monde- la France et les Français seraient en meilleure position, et nous n'aurions pas empoisonné un peu plus le débat sur l'Europe.

P. H. : Le marché veut exercer tout le contrôle des entreprises ; les investisseurs financiers globaux veulent décider des restructurations fondamentales... Malheureusement ceci est la doctrine prédominante dans l'espace communautaire, nous avons donc ici aussi un problème politique. Evidemment, on ne le résout pas en exhortant au patriotisme économique national. J'ai été frappé de la force et du danger des thèses de Gordon Brown qui prêche l'« Europe globale » en rompant avec la logique d'intégration industrielle et économique qui était la tienne.

J. D. : Le problème est simple. Parlons de l'ensemble économique, on reviendra sur le social après. Nous batissons un grand marché avec une liberté de circulation, où la compétition se joue entre les entreprises, leurs dirigeants, et les travailleurs. En lançant avec l'Acte unique l'objectif 92, nous avons retrouvé un dynamisme. Il serait facile de rappeler les chiffres comparables des années 80-85 et des années 86-90. Mais il était hors de question d'ajouter à la compétition entre les entreprises, la compétition entre les nations. Et c'est là où interviennent les analyses et idéologies préconisées par Gordon Brown. Il les a thématisées, mais en réalité plusieurs pays les pratiquent. Or si l'Europe devait être fondée sur cette double compétition des entreprises et des nations, alors je pense que ce serait la fin de toute possibilité d'une Europe puissance (c'est-à-dire politique, j'emploie « puissance » pour me

faire comprendre des anglo-saxons). Plus la compétition des entreprises sera exacerbée, plus les règles du jeu seront remises en cause du fait de l'esprit de compétition entre les Etats-Membres (dumping fiscal et social). Et alors, moins la volonté de vivre ensemble existera. C'est un grand combat politique et idéologique qu'il faut mener, mais pour cela il faut être impeccable soi-même.

Le test essentiel est le rééquilibrage de l'Union économique et monétaire. Evidemment, si l'on est soi-même en dehors des clous, comme la France, il est difficile de donner une leçon de conduite. Je suis très inquiet sur le déséquilibre entre Union monétaire et Union économique, je vois que même certains économistes dits de gauche s'en accommodent. La coopération des politiques macroéconomiques des Etats-membres doit être mise en oeuvre par des actions communes dans les domaines de la cohésion économique et sociale, de la recherche, des infrastructures, voire par des politiques communes comme pour l'énergie. Pour cela, il faut que la France puisse se présenter sous un jour plus attractif, plus exemplaire, et qu'elle reprenne cette idée de rééquilibrage. Je rappelle qu'en dépit de mes efforts, lorsque j'ai quitté la Commission¹, je n'ai jamais pu convaincre nos autorités - tant le Président que le Premier ministre -, de se battre sur cet objectif. On pouvait en faire une condition d'acceptation du Pacte de stabilité, exiger un Pacte de coordination des politiques. C'était le moment en 1997-98. Nos dirigeants ont manqué le coche¹.

Actuellement l'euro nous protège, mais ne nous dynamise pas. Et il nous protège même quand nous faisons des « bêtises ». Les peuples et nous-mêmes - nous ne sommes pas des gens parfaits -, nous avons besoin de « warning », qu'on nous mette en garde... Quand il n'y a plus de mise en garde, on se laisse aller tant sur le plan politique que sur le plan financier. Imaginons les deux ou trois pays (inutile de les citer) qui auraient connu, s'il n'y avait pas eu de monnaie unique, de sérieux désagréments sur les marchés et les changes. Ceci est pour moi fondamental, avant de parler du reste. Ce fut toujours un problème difficile entre la France et l'Allemagne. Au moment de la création de l'UEM, les Allemands avaient le souci de convaincre leur peuple ; ils étaient réticents parce que le deutschemark était le symbole de la « nouvelle » Allemagne. Et nous, je le répète, nous avons manqué le coche en 97-98. C'est pour moi un évènement essentiel, mais il faut reprendre l'objectif, et pour cela la France doit faire le ménage chez elle et redevenir exemplaire. C'est pour cela que dans ton livre tu as eu le courage, au lieu de parler tout de suite de l'Europe, de dire aux Français : attention ! Et je crains beaucoup que, comme sont parties les campagnes électorales, on ne le fasse pas.

P. H. : Il faut recréer la confiance pour rebondir. Je constate qu'il y a des potentiels pour ouvrir le débat et trouver des alliés en Europe. Dans mon action pour les services d'intérêt général (SIG), dans le travail du Parlement européen sur la directive services, on n'est pas encore tout à fait en capacité de développer la coopération et la coordination que tu évoques, mais on voit très bien que la porte est ouverte. Il n'y a pas un raz-de-marée de l'idéologie néo-libérale et de la compétition tous azimuts. Beaucoup s'interrogent sur ce que peut être une perspective commune pour les SIG, sur de nouvelles politiques industrielles... Au lieu de crier au drame et de se replier sur leur patriotisme, les Français pourraient investir ces terrains.

J. D. : Le marché commun doit aller de pair avec la régulation publique, concertée avec les acteurs sociaux, professionnels et syndicaux. C'est ce que tu as réussi au PE avec succès : promouvoir un cadre européen pour les SIG est à l'ordre du jour. A mon avis¹, la Commission aurait dû présenter cette directive en même temps que celle sur les services. Même ceux qui préconisent le laisser-faire pratiquent des régulations et des interventions au niveau de leurs pays. Alors cessons d'être hypocrites. Si la Commission avait présenté en même temps la

¹ Je précise, et je tiens les textes à la disposition de chacun, que j'ai proposé, dès 1997, cet équilibre entre l'économique et le monétaire, dans le droit fil du rapport DELORS de 1988.

directive services et une directive sur les SIG, offrant ainsi un cadre européen acceptable par tous, avec des renvois à la subsidiarité, tout aurait été plus facile. Cela dit, contrairement à d'autres, je dois faire l'éloge de l'action syndicale et associative, et du travail du PE. Je pense que ceux qui disent que l'Europe n'est pas démocratique auraient mieux fait de regarder concrètement ce qui s'est passé, car il n'était pas simple d'aboutir à ce résultat. Je pense qu'en votant contre cette directive services, on vote contre le progrès démocratique, et on décourage la Confédération européenne des syndicats. Le texte adopté par le Parlement Européen est la conséquence d'une action syndicale et d'un compromis politique entre la majorité des élus du peuple. Cela ne mérite-t-il pas « un coup de chapeau ».

P. H. : Je note d'ailleurs que l'équilibre des votes pour cette directive qui n'est plus celle de Bolkestein et pour ma résolution sur les SIG est le même...

J. D. : Il y a d'un côté ceux pour qui le marché réalise la synthèse la plus harmonieuse, et qui passent de l'économie de marché à la société du marché (comme von Hayek), et de l'autre ceux pour qui le marché a des insuffisances, il est myope, il doit donc être complété ou corrigé. C'est le rôle de la politique de la concurrence. Elle devrait faire l'objet d'un grand débat technique ; pourquoi pas au sein de Confrontations afin d'expliquer comment cette politique est menée jusqu'à présent, quels en sont les principes, quel est le marché critique ou pertinent (parfois européen, parfois national) ?... Tout ceci devrait être éclairé, car si les citoyens anxiogènes comprenaient mieux en quoi la politique de la concurrence et de contrôle des aides publiques est un élément de la liberté des consommateurs, de la défense de l'initiative, alors ce serait un grand progrès. Là encore, c'est un problème d'équilibre : le marché est pour moi un facteur de liberté, mais qui a des insuffisances, et par conséquent a besoin de régulations, de politiques communes ou de coopérations. C'est ce que tu expliques très bien dans ton livre, et d'ajouter qu'il faut retrouver une vertu d'anticipation.

P. H. : Qui nous était chère à l'époque du Plan français. Encore un mot pour dire qu'il y a un acquis de l'Europe sociale, important et sous-estimé. Maintenant que nous sommes en plein dans la mondialisation, on doit sans doute anticiper et imaginer de nouvelles dimensions d'Europe sociale, en liaison avec les sujets économiques que nous venons de traiter. Mais il ne s'agit pas d'une harmonisation tous azimuts, ni d'une projection de nos fantasmes.

J. D. : Il faut là aussi que les amis de gauche se rendent compte des batailles qui ont été menées ces dernières années. La bataille sur l'objectif de la cohésion économique et sociale a été gagnée ; la Charte des droits sociaux a donné lieu à un programme législatif avec des améliorations et des « législations plancher » ; la société de droit européen existe ; le dialogue social a donné des résultats – certes moins maintenant qu'il y a dix ans mais il ne s'agit que de lui donner un nouveau souffle. Tout cela, c'est pierre après pierre, la possibilité de répondre à la préoccupation sociale, tout en laissant la subsidiarité jouer son rôle, parce que c'est nécessaire quand on veut associer des nations et stimuler la participation démocratique. Il y aura des évolutions, je ne plaide pas pour un statu quo sur ce que j'ai obtenu jusqu'en 1995 ; on ira plus loin. Mais il faut que ceux qui critiquent tout voient bien que la vie est un combat et qu'il faut chercher des compromis dynamiques entre 25 Etats-Membres.

P. H. : Il semble bien que les questions qui émergent maintenant sont la liberté de circulation, et la revalorisation du travail avec une régulation de la mobilité.

J. D. : Tu cites les deux problèmes principaux. Il faudra bien qu'il y ait un marché européen du travail pour ceux qui iront d'un pays à l'autre, avec des règles communes et des protections

communes ; et d'autre part, ce sur quoi tu insistes et Bruno Trentin aussi, c'est qu'il faut donner au travail de chacun sa vertu de participation avec les autres, sa vertu d'innovation, son caractère d'émancipation et d'épanouissement de chaque personne. Nous avons davantage de temps libre qu'avant, les jeunes générations ne consacreront plus que 60 000 heures de travail dans leur vie contre 100 000 heures il y a 30 ans, ce qui pose le problème du temps choisi, etc., mais le travail reste important et on ne peut pas le traiter simplement sous la forme de la lutte contre le chômage, ni de l'hymne à la flexibilité. Il faut reconnaître que chaque personne qui travaille, dans l'industrie, dans les services, dans l'agriculture, apporte sa part de création, et ceci est très bien expliqué dans le livre. C'est un élément de transformation du capitalisme. Je cite souvent ce texte de Supiot qui dit : « voir dans le travail un bienfait accordé au travailleur et non un bienfait dispensé par le travailleur à la société est proprement renversant ». Cela montre l'effort que l'on a à faire, y compris chez les gens qui se disent les grands défenseurs des travailleurs, pour montrer que chaque homme et chaque femme peut apporter sa contribution à la société. Alors faisons l'éloge du travail, de l'innovation dans le travail, de l'autonomie.... Je vous conseille le dernier livre de Bruno Trentin, pas encore traduit en français. Il y travaille depuis vingt ans - nous étions à ce moment là dans la société industrielle - sur la question de la liberté vraie et créatrice de chacun, de son aspiration à la dignité et à la reconnaissance. Devrait-on avoir une reconnaissance éperdue parce qu'on nous donne un CDD ?... Le discours dominant nous aliène et nous révolte.

P. H. : Venons-en aux conditions de l'Union politique. J'ai beaucoup d'amis chez les fédéralistes, moi-même j'accepte cette étiquette, mais leur conception de la supranationalité n'est pas bonne. Les nations doivent consentir deux efforts : affronter leurs propres problèmes, et s'ouvrir aux autres pour s'associer, mais l'objectif n'est pas de se dissoudre et de fabriquer un super-Etat.

J. D. : Le fédéralisme est une méthode ; elle est idéale à condition qu'on ait bien défini la répartition des compétences. C'est le meilleur mode de préparation des décisions, puis d'exécution dans les domaines où il y a des compétences communes. Dans le projet de traité constitutionnel, je n'ai pas aimé que n'aient pas été définies les compétences nationales. Quand tout est compétences partagées, il est impossible d'expliquer aux citoyens « qui fait quoi ». Le civisme et la démocratie doivent apporter la simplicité pour que les gens comprennent.

P. H. : Il y avait aussi le défaut symétrique de manque de compétences de l'Union dans les domaines où ce sera nécessaire.

J. D. : Le grand progrès réalisé depuis 1985, c'est qu'il y a davantage de votes à la majorité qualifiée. On a substitué au triptyque inégalité-unanimité-immobilisme, celui d'égalité-majorité-dynamisme dans des domaines où l'on accepte d'avancer. C'est une question de compétences. Avec l'Acte unique l'extension du vote à la majorité qualifiée a quasiment fait des miracles ! Avant même qu'il ne soit accepté – entre son annonce et sa ratification –, le Conseil a demandé à ceux qui n'étaient pas d'accord de s'abstenir pour qu'il puisse être adopté. Doit-on passer à la majorité qualifiée dans de nouveaux domaines ? C'est à voir. Autre question fondamentale, le triangle institutionnel. Comme je le dis souvent, nos chers leaders européens préfèrent le design au moteur. Ils ventent la forme de la voiture européenne mais ne soulèvent jamais le capot pour voir comment elle marche. Le triangle institutionnel, c'est le respect dû aux trois institutions - le Parlement européen, le Conseil, et la Commission avec son droit d'initiative. La Commission, c'est un peu la mémoire militante de l'Europe. Mais on n'en parle pas, les chefs préfèrent bâtir eux-mêmes des mécanos impraticables ; or

l'essentiel, c'est comment préparer une décision, la faire adopter par le Conseil des ministres, et demander au Conseil européen de se concentrer uniquement sur les grandes orientations. Or, celui-ci est maintenant encombré par les demandes des uns et des autres, et quand il s'en éloigne, c'est pour tomber dans l'éthétré : « la plus grande puissance commerciale, l'économie la plus compétitive dans dix ans », disait Lisbonne. Je n'y ai jamais cru – pas plus que je croyais ma grand-mère quand elle me disait « il faut boire de l'huile de foie de morue sinon la lune te mangera ! ». La stratégie de Lisbonne était vraiment trop pompeuse et dénuée de moyens réalistes pour la mettre en œuvre.

P. H. : J'entends ta critique, moi-même au départ j'avais la même réaction, néanmoins, avec toutes ses ambiguïtés, c'est un effort collectif pour ne pas lâcher la piste que tu avais ouverte avec le Livre Blanc.

J. D. : Je ne dis pas ça par déception, c'est vrai que ce Livre Blanc contenait beaucoup de choses qui ont été reprises à Lisbonne, mais il contenait aussi la manière de le faire, en précisant ce qui était plutôt du ressort national ou plutôt du ressort européen.

P. H. : Effectivement, il y a plein d'ambiguïtés de contenu et de mode d'emploi. C'est pourquoi je plaide pour une refondation de Lisbonne. Mais il est important d'investir ce chantier et non pas de dire que c'est une cathédrale en plastique et de le mettre de côté.

J. D. : Je parle en historien ; en politique l'esprit de Lisbonne doit être maintenu, simplement il faut sérier et préciser les objectifs, et dans les moyens à mettre en oeuvre, il faut bien distinguer ce qui pourrait faire l'objet d'une attitude plus engagée de l'Union et ce qui est du ressort national. Je pense qu'il est meilleur, du point de vue de l'action que mène Confrontations, de partir comme vous le faites de Lisbonne, de ses finalités, de façon à ne pas rouvrir une nouvelle bataille J'ai toujours été sceptique sur la méthode ouverte de coordination qui pour certains est une initiative destinée à marginaliser le mode de décision communautaire (c'est-à-dire le triangle institutionnel). Cela étant, faire des comparaisons avec les pays étrangers, c'est quand même nouveau pour l'administration française. C'est peut-être le seul aspect positif de la MOC. Mais je pense que l'Union doit agir elle-même sur des objectifs plus réduits et avec un rôle un peu plus contraignant, et sans perdre de vue l'essentiel : la compétition, oui mais aussi la coopération et la solidarité.

P. H. : La Commission actuelle est tournée dans un face à face avec les Etats-nations, sans que la clarification de l'intérêt général et des devoirs des uns et des autres ne progresse.

J. D. : Il y a un problème de sélectivité. Il ne faut pas prendre des initiatives dans tous les domaines. Il y a une part de *wishfull thinking*, un souci de la communication devenu dévastateur. Il faut avoir des sujets constants, et parfois ajouter quelque chose. Par exemple une politique commune de l'énergie n'est pas dans les Traité actuels, mais elle est mentionnée dans le projet de traité constitutionnel ; l'opinion publique et les gouvernements y sont préparés. Donc ajoutons cela, mais n'ajoutons pas 25 choses d'inégale importance. La politique commune de l'énergie implique une vision de l'avenir, des choix liés à la protection de la nature et de l'environnement, une politique commerciale, je dirais même une politique extérieure. Si demain nous nous trouvions dans la main des pays qui détiennent les sources d'énergie et dont certains manifestent un goût de puissance – où en serions-nous ? C'est un sujet qui est au carrefour à la fois de la satisfaction et de la couverture des besoins, et de l'anticipation de l'avenir (la politique industrielle, la politique commerciale, la politique de projets pour les énergies de substitution). On peut donc rajouter ce sujet - la politique

énergétique -, mais ne pas en rajouter un autre toutes les six semaines, sinon les citoyens ne suivent pas. Le rêve c'est de revenir à une pratique plus sélective des initiatives européennes, là où elles sont vraiment nécessaires. Qu'il y ait derrière un travail de documentation et d'échanges entre les institutions européennes et les pays-membres, oui, mais ça n'est pas la même chose que de faire avancer ensemble ce qui a déjà été décidé en commun.

P. H. : Ces questions n'ont pu être clarifiées dans le Traité constitutionnel. A Confrontations, nous pensions que ce projet n'était pas mûr. Néanmoins quand l'objet s'est présenté, nous avons mesuré ses limites mais aussi ses apports : c'est une avancée de la conscience commune et une nécessaire réforme institutionnelle. C'est pourquoi nous nous sommes battus pour, sachant bien sûr qu'il ne s'agit pas encore d'une claire répartition des compétences.

J. D. : En France, il fallait parler de projet de Traité constitutionnel en raison de la Charte des droits inclue dans le texte. Mais il ne fallait pas parler de Constitution parce que dans l'esprit républicain des Français, une Constitution crée un Etat capable d'agir dans tous les domaines, un Etat universel, un Etat protecteur, un Etat pourvoyeur ... Le malentendu est profond et il nous a coûté quelques points de oui. C'est donc un Traité constitutionnel, acceptons-le comme tel ; il avait ses mérites, il proposait notamment un processus de décision meilleur que celui que nous avons actuellement. Je ne rentre pas dans les détails, mais j'avais certaines réserves que d'ailleurs les propagandistes du non ont utilisées pendant la campagne. Comme si, dans la vie, il fallait être pour ou contre à 100 %. Mais dans la balance des avantages et des inconvénients, quand les premiers pèsent plus que les seconds, on vote oui.

P. H. : Es-tu d'accord sur ce qui est proposé dans mon livre afin de sauver ce qui peut l'être ?

J. D. : Il y a une louable tentative en ce sens dans certains pays ; elle peut converger et aboutir après 2007 (année d'élections en France et ailleurs). Après beaucoup d'hésitations, le Premier ministre a dit à Vienne « nous respectons ceux qui ont voté oui ». J'attendais cela depuis longtemps ! Ce n'est pas parce qu'une majorité a voté non en France que nous sommes les arbitres de l'élégance et tous les autres doivent s'aligner. On s'est fait un tort considérable dans cette affaire. Je trouve que ton livre ouvre une voie de réflexion discrète, publique, citoyenne sur les moyens d'aboutir à sauver ce qui est pour l'instant essentiel. La voie de recherche que vous explorez est bonne qui consiste à dire : concentrons-nous sur la 1^{ère} et la 2^{ème} partie, et considérons que la 3^{ème} partie, pour l'essentiel, existe déjà dans les Traité ; adoptons donc ce qui est novateur, c'est-à-dire la « solennisation » de la déclaration des droits, et deuxièmement un processus de décision plus efficace.

On peut même se donner une échéance pour améliorer ce système ensuite, après expérimentation. Comme nous avons la perspective d'être 27 et puis ensuite d'accueillir les Balkans - il le faut -, je pense que vers 2015, il faudra faire un bilan du système, parce que décider à 31 ou 32 ce n'est pas la même chose que de décider à 6 ou à 15. Actuellement, certains pays nouvellement adhérents voudraient, à eux seuls, empêcher toute décision. Il y a un apprentissage de la vie en commun qui n'est pas encore fait. Et je le répète, non pas que je veuille donner des armes au non, la convention n'avait pas abouti sur l'UEM, ni sur la dimension sociale. Cela étant sauvons d'abord notre propre système social national en l'adaptant ; un système qui était en équilibre entre le système bismarckien et le système beveridgien. C'est vraiment important que nous y réfléchissions, sans renvoyer à l'Europe, parce que c'est notre affaire.

P. H. : Tout ceci nous conduit au défi de la participation et aux ressorts éthiques qu'elle suppose.

J. D. : On retrouve dans ton livre le droit fil des inspirations éthiques qui ont précédé la première initiative de Schuman. Tu es partie prenante et innovante d'un combat européen et en consonance avec le discours que j'avais fait à Bruges en ce qui concerne l'altérité. Je me suis alors référé à Denis de Rougemont, qui était beaucoup plus fédéraliste que moi, mais également un personnaliste sachant bien ce qu'était l'altérité. Dans ce discours de Bruges, je disais : « voir loin, c'est tout à la fois puiser dans notre patrimoine historique et se projeter en avant. La prospective y a sa part, mais aussi une éthique de la personne, de la société et de l'aventure humaine ». Parmi les lecteurs certains diront que tout cela ça sent à plein nez la démocratie chrétienne et le socialisme démocratique protestant... mais enfin parmi tous ces génies précurseurs de l'Europe, il y avait des non croyants, des juifs, des protestants, des catholiques... Et ce sont les mêmes gens qui avaient vu venir les années terribles que nous avons connues de 1940 à 1945. Ils avaient, souvent au sacrifice de leur vie, dénoncé le nazisme, lutté contre le nationalisme exaspéré, ce qui explique leur fédéralisme intégral ; ils avaient vu l'endormissement de la France. Et ce sont les survivants de ces terribles batailles qui, après, ont dit qu'il fallait reconstruire la France et aussi faire l'Europe. Aujourd'hui s'y ajoute ici une actualité brûlante ; face à l'individualisme contemporain, au soi comme seule référence, tu opposes l'ouverture aux autres qui est le fondement même de l'éthique de la construction européenne.

P. H. : Je fais exprès de provoquer en me référant à Jean-Paul II, pour qui l'Europe n'a pas d'avenir si elle ne puise pas dans sa culture. On n'est pas obligé de le suivre dans ses propres certitudes culturelles, mais l'observation est juste.

J. D. : Moi je ne l'aurais pas cité, mais toi tu peux te le permettre...

P. H. : Peut-être que la provocation n'est pas une bonne façon de se faire entendre...

J. D. : A la fin du livre, il y a « valeurs, mémoire, et promesses ». Un travail de mémoire est un élément essentiel. Les peuples qui n'ont pas de mémoire n'ont pas d'avenir. Il faut donc, comme faisait de Rougemont, puiser dans cette Europe, fondée sur la diversité, les raisons d'en être fiers et de continuer à l'incarner dans les conditions du 21^{ème} siècle. Altérité, travail, démocratie : ces trois enjeux présentés dans le livre sont les trois points clés.

P. H. : Les comportements politiques actuels ne facilitent pas l'acculturation des jeunes et ne suscitent pas leur désir de trouver des perspectives personnelles et collectives dans le chantier européen.

J. D. : Tout est en cause en même temps, la crise de la société et la crise de la démocratie institutionnelle. Il faut bien distinguer entre ce qui est proprement français et ce qui est européen, et ce n'est pas toujours facile : le désenchantement démocratique frappe tous les pays, y compris ceux que j'ai félicités tout à l'heure pour leur adaptation. Cela dit, ces pays ont gardé quand même des cultures de participation, de *bottom-up*, qui leur permettent de mieux résister.

P. H. : Il y a dans notre histoire, dans le socialisme utopique, dans le syndicalisme du début du siècle, des ressorts participationnistes qui ont été combattus et même écrasés par un certain bolchevisme, et aussi par une conception étatiste de la social-démocratie... Peut-on faire renaître cela ?

J. D. : C'est possible, mais il faut se battre constamment contre une ambiguïté. Par exemple, le thème de l'altérité doit être conçu comme « apprendre à vivre avec les autres » en s'ouvrant aux autres : il ne s'agit pas de noyer la personne dans des groupes, mais de voir que nous nous construisons nous-mêmes et par rapport aux autres. Apprendre à vivre ensemble, voilà un élément essentiel que j'ai toujours préconisé pour le système éducatif. A côté de « apprendre à être, apprendre à faire ». C'est aussi un élément de la démocratie. Or les médias s'adressent à l'individu en cultivant trop souvent le côté émotionnel de la société, ils en abusent.

Pour le travail, si on nous lit tous les deux, les gens de droite vont dire « voilà deux personnes de gauche qui reconnaissent enfin la valeur du travail », et ils vont nous sortir à nouveau les 35h ! Rien à voir, ne leur en déplaise. L'essentiel est d'amener les jeunes à concevoir une vie dans laquelle il y aura des moments de travail intense, d'autres moins intenses, des moments de formation ou de ressourcement, etc. C'est la politique du temps choisi. L'idée de la CGT de créer une sécurité professionnelle est bonne. Cela étant, le travail doit être réhabilité dans toutes ses dimensions. Il ne s'agit pas simplement du calcul des productivités horaires ! Ce qui est en cause, c'est notre incapacité à recréer une civilisation du travail fondée sur la mobilité, la flexibilité, la maîtrise du temps, le sentiment d'être utile et de créer. C'est par l'exemple qu'il faut expliquer aux jeunes que le travail permet de se réaliser. Et sans oublier de rappeler les immenses responsabilités de notre système éducatif qui sort, chaque année, un cinquième d'une classe d'âge « sans les moyens de se défendre dans la vie ».

Quant à la démocratie, elle ne se résume pas aux sondages et aux référendums. C'est la participation de chaque citoyen au niveau de sa commune, dans la vie associative ; c'est la défense du rôle du syndicalisme, dangereusement affaibli en ce moment. C'est aussi la défense de la participation dans l'entreprise. Je suis frappé de voir que des gens de droite parlent de participation, mais est-ce qu'ils ne sont nullement prêts à accepter que dans les conseils d'administration il y ait des représentants élus de salariés ? Et pourtant c'est une proposition qui expliquerait que le travail compte aussi, que lorsqu'on a une décision à prendre, les représentants des travailleurs sont là. On aurait vraiment là des *stakeholders*, et non simplement l'entreprise pour les *shareholders*.

Ces trois combats que tu proposes sont à mener d'abord contre l'ambiguïté. Actuellement ce sont des individus comme toi qui le font, pas des forces. Il est regrettable que les forces collectives ne se soient pas lancées dans cette bataille pour préciser ces trois éléments. On a des droits, bien sûr, mais on ne les traduit plus dans une conception de la société et du monde qui en renouvelle toute la fécondité. Jacques Julliard disait « le 19^{ème} siècle a été le siècle des Parlements, le 20^{ème} siècle des peuples, le 21^{ème} siècle sera celui de l'opinion publique ». A ceux qui veulent gouverner, je souhaite bien du plaisir dans un contact direct avec les opinions publiques à l'humeur changeante, avec les médias dans le rôle d'arbitre des élégances.

P. H. : Il faut lever l'ambiguïté : la démocratie de participation n'est pas la démocratie directe. Les médias entretiennent cette confusion. Participer, c'est s'impliquer, avec des responsabilités.

J. D. : Participer à construire l'Europe, je le répète, c'est unir des peuples et associer des nations. Là-dessus les gens comprendront mieux le sens de leur engagement : nous sommes des peuples européens, nous avons un attachement historique à nos nations, qui possèdent encore des marges importantes de décision. Mais nous décidons de vivre ensemble. Ceci s'oppose à l'Europe des nations, mais aussi à l'Europe intégralement fédéraliste.

P. H. : Pour participer, il faut que les responsabilités soient diffusées et assumées, ce qui ne va pas sans courage et initiative. Tu évoquais Bruno Trentin : il a impulsé un travail syndical

remarquable en Italie pour l'adaptation et la réforme dans les années 1990 ; un effort méconnu en France.

J. D. : Qui a commencé dès les années 1970... Les trois syndicats ont décidé de coopérer entre eux dans de nombreux domaines et dans les secteurs industriels... La négociation articulée vient de chez eux. Ils ont toujours été très inventifs sur le plan syndical. Je maintiens toujours des contacts avec eux ; ils ont pris des positions très courageuses. Face au gouvernement actuel, ils ne défendent pas seulement des droits, mais une conception de la démocratie et la valeur collective et individuelle du travail.

P. H. : Mon livre évoque aussi le système éducatif français, dont la réforme est nécessaire.

J. D. : Notre système est reproducteur des inégalités. Il laisse tomber chaque année environ 100 000 à 120 000 personnes selon les générations, entre 16 et 18 ans. Une autre partie, de l'ordre de 20 à 30 000, tombe dans les deux premières années de l'Université. Je pense, quoiqu'on en dise, que le système français est trop élitiste, et que c'est un problème essentiel. Je ne sous-estime pas les mérites de l'école républicaine, j'en ai été le grand bénéficiaire, mais je pense qu'il y a un problème : on parle beaucoup d'égalité des chances, mais on ne la réalise pas. Autrement dit, et je répète volontiers ce que j'ai déjà souligné, on prive chaque année une partie de chaque génération de la possibilité de se défendre dans la vie avec confiance en soi, une formation de base, des compétences.

P. H. : Et en même temps, notre système est en défaut face au défi de l'altérité. Je suis très frappé de voir, dans les comités d'entreprise européens et dans d'autres lieux, se former une culture de syndicalistes européens. Pour les éducateurs, il n'y a pas de circulation, pas d'échanges ; pour les jeunes très peu, à part Erasmus.

J. D. : Erasmus s'adresse aux étudiants du supérieur. Je l'ai créé parce qu'il fallait bien commencer par ce qui était le moins difficile à faire. Et dire que les chefs européens ont coupé dans les crédits destinés à ces échanges. Illustration de leur manque de vision et de courage.

P. H. : Un mot sur l'utopie pour conclure. Pour moi, l'Europe est une utopie, non pas totale comme celle des systèmes totalitaires, mais ouverte : il s'agit de former la société des Européens comme contribution à une société mondiale pacifique. J'aime bien la formule d'Edgar Morin : association ou barbarie.

J. D. : On a beaucoup trop utilisé ce mot d'utopie. Je préfère dire que nous sommes, comme les précédentes générations, condamnés à trouver la bonne réconciliation entre l'idéal et la nécessité. Car la nécessité parfois est un moteur, mais elle n'est pas suffisante sans idéal. Et c'est la conciliation des deux qui est difficile. Trop de nécessité, c'est trop de pragmatisme sans vision ; la vision sans s'appuyer sur la nécessité c'est l'immobilisme.

P. H. : Je suis d'accord sur cette formulation, mais nous manquons actuellement d'idéal. Il faut réinventer un principe d'espérance.

J. D. : C'est bien pour cela que je dis concilier l'idéal et la nécessité. Quand les comportements des gouvernements laissent penser qu'associer les nations européennes n'est plus un idéal, mais seulement un héritage du passé récent, l'Europe ne prend pas. Tous les pères de l'Europe ont pris le risque d'expliquer à une opinion publique, a priori réticente, les vertus de l'association des nations d'Europe. Alors que maintenant les gouvernants rentrent

chez eux et disent : « j'ai gagné », « j'ai empêché ce qui nous gênait ». Ainsi l'Europe n'apparaît plus comme une grande famille, pas même un projet, mais comme une nouvelle version de la politique « Metternichienne ».

P. H. : « Je vous ai bien protégé des autres » ! C'est tout le contraire de l'esprit de mon essai : donner envie de voyager ensemble. Mais l'histoire n'est pas finie.